Initiatives ministérielles

Mail de mardi dernier titrait: «*The unpopular but essential GST*».

Je pense qu'on a là-dessus un témoignage extrêmement intéressant. Les partis d'opposition nous disent que plus des deux tiers, plus de 70 p. 100 des Canadiens sont contre la TPS. L'ancien ministre des Finances de la Nouvelle-Zélande, M. Douglas, est venu témoigner devant le Comité des finances. Il nous a dit ce qui suit: «Un mois avant l'entrée en vigueur de la TPS dans mon pays, les deux tiers des Néo-Zélandais étaient contre la taxe. Et, un mois après l'introduction de la taxe, la pyramide s'était renversée et les deux tiers des Néo-Zélandais étaient pour la taxe».

Monsieur le Président, je comprends la tactique des partis d'opposition et surtout du NPD qui, depuis une semaine, veut empêcher tout débat. Il faut que les gens le sachent, les gens qui nous regardent à la télévision ce soir, c'est que nous avons été soumis à des votes à 30 minutes de préavis. Nous avons offert à l'opposition hier soir de siéger jusqu'à 1 heure du matin. L'opposition a intérêt à empêcher le débat public, à faire en sorte que nous parlions le moins possible de cette taxe, puisque plus nous l'expliquons, plus les gens en comprennent le bien-fondé.

Une taxe n'est jamais populaire mais, encore une fois, je regardais en fin de semaine dans le journal *La Presse*, où on a fait un sondage sur l'augmentation des frais de scolarité au Québec. On dit que 60 p. 100 des adultes sont contre l'augmentation des frais de scolarité. Et M. Dubuc écrivait ceci: «Les répondants adultes se sont en effet prononcés trop rapidement sur un dossier qu'ils connaissent mal. En effet, les trois quarts d'entre-eux n'ont pas la moindre idée de ce qu'est le niveau des frais de scolarité, ignorent qu'ils sont deux ou trois fois moins élevés que dans les autres provinces, ce qui ne les empêche pas d'être contre leur augmentation et de proposer d'autres solutions pour résoudre un problème de financement universitaire».

Ce que je veux dire, monsieur le Président, on ne peut pas uniquement dire, parce qu'un sondage à ce moment-ci ne nous donne pas l'appui de la population. . . le rôle d'un véritable leader c'est de penser mettre de l'avant ce qu'il estime être dans l'intérêt de son pays en espérant qu'à l'expérience, et cela s'est souvent produit dans l'histoire, les gens n'apprécient le bien-fondé d'une mesure qu'après qu'ils en aient fait l'expérience.

Pour vous illustrer la mauvaise foi ou l'ignorance de l'opposition, monsieur le Président, j'aime à prendre deux exemples concrets. Le premier, je le prends dans l'opposition libérale. La semaine dernière, je demandais au député d'Ottawa-Sud, le député libéral, s'il s'opposait parce que la TPS, il faut bien le comprendre, n'est pas

une nouvelle taxe—à un réaménagement de la taxe. Donc, il y a des items dont le prix va monter et il y a d'autres biens, d'autres produits dont la taxe va baisser. C'est facile à comprendre. On change une taxe de 13,5 pour un taux de 7 p. 100 et on taxe de nouveaux produits. C'est comme les vases communicants, quand on baisse un vase, ça monte dans l'autre vase.

Alors, je demandais l'autre jour au député d'Ottawa-Sud s'il était contre le fait que les voitures neuves baisseront d'au moins 500 \$ à 1 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 1991. Moi, je n'ai pas peur de dire aux gens que j'attends l'introduction de la TPS pour changer de voiture. J'ai une vieille voiture qui dure depuis cinq ans et j'ai hâte en 1991 parce que je sais que pour une voiture de 15 000 \$, c'est au moins 500 \$ à 600 \$ de moins. Et si je prends la voiture du député d'Ottawa-Sud, qui a une Buick Century, j'ai vérifié cet après-midi, ce serait aux alentours de 1 200 \$ de réduction.

Le député me répond: Je n'ai pas les moyens d'acheter une voiture neuve. Je cite le député d'Ottawa-Sud qui dit ceci: «Maintenant, au sujet des automobiles, c'est clair que le député conservateur et ses amis achètent toujours des voitures neuves. Pour ma part, je suis un simple avocat d'Ottawa et d'habitude j'achète des voitures usagées.»

Voyons, madame la Présidente, un député qui fait 80 000 \$, qui habite à Ottawa, qui n'est pas obligé de payer pour une deuxième résidence, est capable de dire aux concessionnaires d'automobiles: Moi je n'ai pas les moyens d'acheter une voiture neuve! Madame la Présidente, je m'excuse, mais c'est de la mauvaise foi. Et je pense qu'il est bon de dire aux gens que sur le marché des voitures neuves, ce sera une réduction très importante. Et il dit: Je m'achète une voiture usagée parce que cela va me donner. . . Il dit: Malheureusement, c'est une taxe de 7 p. 100 qui va être appliquée. Encore là, c'est de la fausse information. Il n'y aura pas de taxe sur les transactions de voitures d'occasion entre des particuliers, et deuxièmement, si vous achetez une voiture d'occasion chez un vendeur d'automobiles, vous allez payer 7 p. 100 sur la plus-value que la voiture d'occasion aura eue. Autrement dit, si le vendeur a acquis la voiture pour 10 000 \$ et qu'il la vend 12 000 \$, c'est sur les 2 000 \$ de plus-value que sera payé le 7 p. 100.

Arrêtons de faire peur au monde. Arrêtons de leur faire des accroires. Soyons francs et disons la vérité.

Le deuxième exemple, je vais le prendre du côté du NPD. Le candidat vedette dans la circonscription de Chambly, M. Edmonston, qui était autrefois le défenseur des consommateurs, est devenu maintenant le défenseur des trusts, des grandes institutions financières. Il ne cesse de répéter à ses auditeurs de Chambly que le Mouvement Desjardins va payer 20 millions de plus par année avec la